Juri-Info
veille juridique et administrative quotidienne
Ministère de la Culture

Le 27 avril 2018

JO n° 98 du 27 avril 2018 :

Ministère de la Culture :

Arrêté du 6 avril 2018 portant modification d'une régie d'avances et de recettes (Laboratoire de recherche des monuments historiques)

Arrêté du 6 avril 2018 modifiant l'arrêté du 26 juin 2014 portant nomination au comité d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse

Arrêté du 20 avril 2018 portant nomination des membres de la commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales

Autres autorités :

Décret du 26 avril 2018 portant nomination de membres du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur (dont : M^{me} Brigitte Lefèvre, ancienne directrice de la danse de l'Opéra de Paris)

Décision n° 2018-233 du 26 avril 2018 fixant le nombre et la durée des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du second tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française le 6 mai 2018

Décision n° 2018-234 du 26 avril 2018 fixant les dates et l'ordre de passage des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du second tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française le 6 mai 2018

JOUE du 27 avril 2018 (L108, L109 - C148, C149) : RAS

Communiqués de presse de l'Union européenne :

Médias audiovisuels : accord sur la nouvelle directive sur les services de médias

Audiovisual media services : breakthrough in EU negotiations for modern and fairer rules

Lutte contre la désinformation en ligne : la Commission propose l'élaboration, à l'échelle de l'UE, d'un code de bonnes pratiques

Combattre la désinformation en ligne (fiche d'information)

Arrêts de la Cour de juste de l'Union européenne :

Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 26 avril 2018, affaires jointes n^{os} C-91/17 P et C-92/17 P : « Pourvoi - Aides d'État - Télévision numérique - Aide au déploiement de la télévision numérique terrestre dans les zones éloignées et moins urbanisées de la Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha (Communauté autonome de Castille-La Manche, Espagne) - Subvention en faveur des opérateurs de plateformes de télévision numérique terrestre - Décision déclarant partiellement les mesures d'aides incompatibles avec le marché intérieur - Notion d'"aide d'État" - Avantage - Service d'intérêt économique général - Définition - Marge d'appréciation des États membres »

Autres infos :

Jurisprudences :

Conseil d'État - 10e et 9e chambres réunies, affaire n° 411780 : 1) Demande d'annulation des articles L. 323-13 et L. 326-5 du Code de la propriété intellectuelle portant transposition de la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur. 2) Demande d'annulation de l'article R. 321-17 du même code, introduit par le décret n° 2017-924 du 6 mai 2017 relatif à la gestion des droits d'auteur et des droits voisins par un organisme de gestion de droits et modifiant le Code de la propriété intellectuelle, en tant qu'il comporte la mention « sous réserve du respect des secrets protégés par la loi »

Conseil d'État - 5e chambre jugeant seule, affaire n° 418489 : le syndicat SNRT-CGT France Télévisions demande l'annulation de l'article 3 du décret n° 2017-1746 du 22 décembre 2017 interdisant la diffusion des messages publicitaires dans les programmes prioritairement destinés aux enfants de moins de douze ans

Documentation :

Culture - Le guide des chaînes numériques - Avril 2018 - 16e édition